

COMMUNE DE  
AVRIGNY  
MODIFICATION N°3 DU  
PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

1M 3



ENQUETE PUBLIQUE

du pour être annexé à  
l'arrêté du 09.11.2010

APPROBATION

du pour être annexé à la  
délibération du 22.02.2011

EXECUTOIRE

A compter du

PIECES ADMINISTRATIVES



BNJEUX - Atelier d'Urbanisme et d'Aménagement Urbain  
14 avenue Albert 1<sup>er</sup> - 60300 SENLIS - Tél : 44.60.05.01 - Mail : [bnjeuxdurba@free.fr](mailto:bnjeuxdurba@free.fr)  
SARL au capital de 50.000 € - RCS SENLIS B 385157474 - CODE - SIRET 38515747400011



# MAIRIE D'AVRIGNY

60190 AVRIGNY

Téléphone : 03 44 77 03 30

Fax : 03 44 77 04 78



DÉPARTEMENT DE L'OISE

Arrondissement de Clermont

CANTON DE CLERMONT

## ARRETE MUNICIPAL

### Projet de MODIFICATION n°3 du plan d'occupation des sols Mise à l'Enquête Publique

Le Maire,

vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1, L 123-10, L 123-13 et R 123-19 indiquant que l'enquête publique se déroulera dans les formes prévues par les articles R 123-7 à R123-23 du code de l'environnement;

vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30.05.1994.....approuvant le plan d'occupation des sols de la commune de ...AVRIGNY...et les délibérations en date des 06/09/2002 et 27/03/2009 le modifiant.

vu la décision en date du 13/09/2010 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant Madame Anne-Marie FARVAQUE -BERA en qualité de Commissaire-Enquêteur ;

vu les pièces du dossier du PROJET de MODIFICATION du POS à soumettre à l'enquête publique ;

## ARRETE :

### Article 1er :

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de 30 jours à partir du 11/12/2010 jusqu'au 14/12/2011 inclus et portant sur le PROJET de MODIFICATION du plan d'occupation des sols de la commune de AVRIGNY

### Article 2

Les dispositions du PROJET de MODIFICATION du POS. portent essentiellement sur :

- le règlement de la zone...NAUI.....

### Article 3

Madame Anne-Marie FARVAQUE-BERA a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur par M le président du tribunal administratif.

### Article 4

Les pièces des dossiers ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie du 11/12/2010 au 14/01/2011 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture du secrétariat et formuler éventuellement ses observations sur le registre

d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur qui les visera et les annexera audit registre.

#### Article 5

Le commissaire enquêteur se tient à la disposition des personnes et des représentants d'associations qui demandent à être entendu ; il recevra en Mairie les 11 décembre de 10h00 à 12h00 , le 21 décembre 2010 de 18h à 19h30 et 14 janvier 2011 de 18h00 à 19h30

#### Article 6

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur qui , dans les trente jours à compter de la fin de l'enquête transmettra au Maire l'ensemble du dossier avec son rapport et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

#### Article 7

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur pourront être consultés en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat.

Une copie du rapport et des conclusions sera communiquée par le Maire à M le Préfet de l'Oise ainsi qu'au Président du tribunal administratif.

#### Article 8

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire :

- 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne le 1er insertion
- et dans les 8 premiers jours de l'enquête en ce qui concerne la 2ème insertion

En caractère apparents dans les deux journaux désignés ci-après :

- Le Courrier Picard
- Le Parisien

Cet avis sera affiché notamment à la porte de la mairie et autres lieux fréquentés par le public et publié par tous autres procédés en usage dans la commune.

Un exemplaire des journaux dans lesquels aura été publié l'avis sera annexé au dossier soumis à l'enquête.

#### Article 9

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Commissaire Enquêteur
- au Sous Préfet de CLERMONT

Fait en Mairie le 09 novembre 2010

Le Maire  
Georges FIEVEZ



propositions, seront re-  
lies 10 jours avant la  
n date des publications  
par la loi du 26 juillet  
rleur validité, à la so-  
ciété «CABINET BRIERE»,  
impignie (Ose), 2 rue  
s-Préfecture, Immeuble  
Saint-Jacques»,  
vis pour la société  
PT@ LA SUITE»,  
ady-Elodie FORGET,  
10008672

**BRIERE**  
Sous-Préfecture  
OMPIEGNE  
44 38 88 98  
44 38 88 98  
abinetbriere.fr

sous saing privé en  
al (Oise) du 28 janvier  
au SIE Compagnie le 8  
bordereau n°2010/25,  
ciété «Automatismes  
Travaux Electriques»,  
ai actions simplifiées au  
euros, dans le siège est  
a) 85 rue du Général de  
sée au registre du com-

- et aux matériels et outillage, à concu-  
rence de 1 300 euros.  
L'entrée en jouissance a été fixée  
rétroactivement au 4 janvier 2010.

Les oppositions seront re-  
çues dans les 10 jours suivant la  
dernière en date des publications  
visées à l'article L.141-12 du code  
de commerce, pour leur validité  
et pour la correspondance, à  
la société d'avocats «CABINET  
BRIERE», site à Compiègne  
(Oise), 2 rue de la Sous-Préfec-  
ture, Immeuble «La Gue Saint-  
Jacques», où domicilié est élu.  
Pour avis : pour le SARL  
«ATE BATIMENT»,  
M. Patrick LEGENT,  
100088794

**SELARL**  
**ABADIE & GILLES**  
Avocats associés  
20 avenue Daumesnil  
75012 PARIS  
Et en son Cabinet  
secondaire  
74 avenue du Haindre  
60190 ESTRES SAINT DENIS  
Tél 03 44 75 02 07 - Fax 03 44 41 74 61

Suivre avec sous saing privé en date  
du 29 octobre 2010, enregistré à la recette  
des Impôts, Pôle Enregistrement de Senlis

100088794

Saint Denis  
Pour avis,  
100083795

**DIVERS**  
S.C.P.  
J-M CAUSSE  
et A. CHAPRON-  
JACQUETTE  
Notaires associés  
4 rue Louis d'Orléans  
60250 PIERREFONDS

**CHANGEMENT**  
**DE REGIME MATRIMONIAL**  
Avis est donné du changement de  
régime matrimonial PELTIER-ORSONI.  
Entre  
M. Guy Serge Raymond PELTIER et  
Mme Mathilde Gilberte ORSONI, son  
épouse.  
Demeurant ensemble à Cuisse La  
Motta (Cuse) 26 rue du Russon.  
Monsieur né à Saint-Privat de Val-  
longue (Lozère) le 27 juin 1939.  
Madame née à Lyon (69002), le 1<sup>er</sup> juin  
1943.  
Mariés sous le régime de la commu-  
nauté de meubles et acquisits rgi par  
les anciens articles 1400 et suivants du  
Code civil à défaut de contrat de mariage

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

100088794

**CHANGEMENT**  
**DE REGIME MATRIMONIAL**  
Suivant acte reçu par M. Valérie  
COLAS, notaire à Crépy en Valois (60600),  
le 10 novembre 2010, M. Gérard CAU-  
LETTI et Mme Claudine PIGAL, son  
épouse, demeurant ensemble à Bonni-  
en valois (60123), 24 Lotissement Le Cha-  
teau, mariés sous le régime de la com-  
munauté de biens meubles et acquisits à  
défaut de contrat de mariage préalable  
à leur union célébrée à la mairie de Paris  
(75017), le 19 octobre 1983, ont adopté  
pour l'avenir le régime de la communauté  
universelle, avec attribution intégrale de  
communauté à l'époux survivant.  
Les oppositions pourront être faites  
dans un délai de 2 mois et devront être  
notifiées, par lettre recommandée avec  
demande d'avis de réception ou par acte  
d'huissier de justice, à M. COLAS, notaire  
sursommé.  
En cas d'opposition, les époux  
peuvent demander l'homologation du  
changement de régime matrimonial au  
tribunal de grande instance.  
100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

100088599

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

■ **Officiers ministériels,**  
■ **Tribunaux,**

Pour vos : ■ **Publications légales,**  
■ **Appels d'offres,**  
■ **Adjudications,**  
■ **Marchés négociés,**  
■ **Avis d'attribution,**  
■ **Ventes aux enchères, etc**

**Picardie Matin Publicité**  
met à votre disposition  
un service spécialisé  
efficace et professionnel

03 22 82 84 00  
Fax : 03 22 82 84 09

Picardie Matin  
Publicité  
29, rue de la République  
80010 Amiens Cedex

760992

760992

760992

760992

DE LA GARE DE CHAMBY ET DE SAINT-SULPICE  
Outser à retirer : Communauté de communes du Pays de Thelle, 7, avenue de l'Europe, 60530  
Neuilly en Thelle. Téléphone : 03 44 26 99 50, Fax : 03 44 26 98 77.  
Jugement des offres : Prix de la prestation demandée (50 points), moyen et organisation pro-  
posée (30 points), délai (20 points).  
Date de réception des plis : Lundi 24 janvier 2011 à 12 heures.  
Date d'envoi à la municipalité : Lundi 13 décembre 2010.

→ **Administrations et Collectivités**

**AVIS AU PUBLIC MODIFICATIF**

**ENQUETE PUBLIQUE**  
**ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE VAVIGNES**  
Par arrêté en date du 19 novembre 2010, le maire de Vavignes a annulé l'enquête publique sur  
les dispositions du projet d'élaboration du plan local d'urbanisme initialement program-  
mé du 22 novembre au 23 décembre 2010, consécutivement à la parution incomplète dans  
la presse du vœu de publication légale intervenant cette enquête publique. Par cet arrêté,  
le maire de Vavignes a ordonné l'ouverture d'une nouvelle enquête publique sur le même  
projet.  
Monsieur Jean Marie CHAIGNON directeur d'agence (ER), a été désigné en qualité de commis-  
saire-enquêteur par le président du tribunal administratif d'Amiens.  
L'enquête se déroulera en mairie du samedi 11 décembre 2010 au jeudi 20 janvier 2011 aux  
jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.  
Le commissaire-enquêteur recevra en mairie le samedi 11 décembre 2010 de 10 h à 12 h, le  
mardi 21 décembre 2010 de 10 h à 12 h, le lundi 10 janvier 2011 de 16 h à 18 h, et le jeudi 20  
janvier 2011 de 10 h à 12 h.  
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents du pro-  
jet de PLU et consignier éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en  
mairie. Les observations pourront également être adressées par correspondance au commis-  
saire-enquêteur en mairie.  
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être  
consultés en mairie aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat.  
Le maire : Michel GILES

**AVIS AU PUBLIC**

**COMMUNE DE VAVIGNES**  
**ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE MODIFICATION**  
**DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**  
La mairie d'Amigny.  
Par arrêté en date du 9 novembre 2010 a ordonné l'ouverture d'une enquête publique por-  
tant sur le projet de modification n° 3 du plan d'occupation des sols approuvé le 30-05-1994  
et modifié le 05-09-2002.  
Madame Anne-Marie FARY-AGUE BERA, domiciliée 2, allée de Suffren à Chantilly 60500 a été  
désignée en qualité de commissaire-enquêteur par le président du tribunal administratif.  
L'enquête se déroulera, en mairie, du 11 décembre 2010 au 14 janvier 2011 inclus aux jours et  
heures habituels d'ouverture du secrétariat de mairie.  
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des modifications pro-  
posées et il pourra également consignier ses observations sur le registre d'enquête déposé en  
mairie ou lui adresser par écrit à Monsieur le Commissaire-Enquêteur.  
Le commissaire-enquêteur recevra, en personne, les observations du public à la mairie les  
11 décembre de 10 h à 12 h et 21 décembre 2010, le 14 janvier 2011 de 18 h à 19 h 30.  
Après clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront  
être consultés en mairie.

760992

**AVIS AU PUBLIC**

**COMMUNE DE DOMELIEUX**  
**APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE**  
La carte communale de DOMELIEUX a été approuvée par délibération du conseil municipal en  
date du 3 septembre 2010 et par arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2010.  
Le dossier de carte communale est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et  
heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture de Beauvais.  
Le maire, Jean PUPPIN.

→ **Entreprises et sociétés**

**CESSION DE PARTS**  
**ET CHANGEMENT DE GERANT**

Par acte sous seing privé du 11 octobre 2007,  
La société constituée le 19 novembre 1990 et immatriculée au registre du commerce et des  
sociétés de Compiègne sous le numéro 579 864 050 le 18 novembre 1990 et ayant pour  
dénomination EUROPEENNE DU THELLE  
Forme : société civile  
Siège : 76, Sainte du Vignoble  
Objet : l'acquisition, la gestion, la vente, la prise à bail de tous biens immobiliers à usage d'ha-  
bitation, professionnel, industriel et commercial en France ou à l'étranger.  
Durée : 50 ans, à compter de son immatriculation.  
Capital : 1 524,49 euros, divisé en 100 parts sociales de 15,24 euros chacune  
et les statuts sont modifiés sur les points suivants :  
Nouvelle répartition des parts :  
65 parts à Monsieur Jacques HABERT  
35 parts à Madame Nicole HABERT.  
Le gérant est maintenant assuré par :  
Monsieur HABERT.  
P. Jean Jacques.  
Adresse : 47, Grande Rue - 60660 MELLO  
Pour avis.

**AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION**

QUEUES - SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 650 EUROS  
SIÈGE SOCIAL : 32, RUE NATIONALE - 60280 CLAIRBOUX

**AVIS AU PUBLIC**

**COMMUNE DE MAREUIL SUR DURCQ**  
**ENQUETE PUBLIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**  
Par arrêté en date du 16 novembre 2010, le Maire de Mareuil sur Durcq a ordonné l'ouverture  
d'une enquête publique sur l'élaboration du PLU.  
L'enquête se déroulera en mairie du 8 décembre 2010 au 8 janvier 2011 inclus aux jours et  
heures d'ouverture du secrétariat.  
Monsieur Jean-Jacques COUPLI, Procureur Adjoint au Juge à été désigné par le président du  
tribunal administratif comme commissaire-enquêteur.  
L'enquête se déroulera en mairie le 8 décembre 2010 de 14 h 30 à 17 h 30, le  
18 décembre 2010 de 9 h à 12 h, 28 décembre de 14 h 30 à 17 h 30 et le 5 janvier 2011 de  
9 h à 12 h.  
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents et  
consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet ou les  
adresser par écrit à M. Jean-Jacques COUPLI, commissaire-enquêteur chargé par le Président  
du Tribunal Administratif.  
Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public  
dans les locaux de la mairie.  
Le Maire, Benoît PÉROFFIT

**AVIS DE CONCERTATION PUBLIQUE**

Communes d'ATTICHY, BERNEUIL SUR AISNE, COULLOY CUISE LA MOTTE  
RETHONDES, SAINT-CRÉPIN-AUX-BOIS et TROSY-BREUIL  
En application des dispositions du Règlement 5 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2010 pris  
conformément à la loi de prévention des risques technologiques (PRT) pour l'établissement d'un  
état de la commune de Trosy-Breuil, les documents relatifs à l'élaboration ou projet de PRT  
sont tenus à la disposition du public en mairies d'ATTICHY, Berneuil-sur-Aisne, Coulloy Cui-  
se-La-Motte, Rethondes, Saint-Crépin-aux-Bois et Trosy-Breuil au fur et à mesure de leur élaboration.  
Tous les jours ouvrables, à l'exception d'ouverture des bureaux.  
Le projet de PRT (composé d'une note de présentation, d'un règlement, de recommandation  
et d'un plan de zonage réglementaire) sera tenu à la disposition du public pendant une durée  
minimale d'un mois.  
Ces documents sont accessibles sur le site internet de la préfecture de l'Oise ([www.oise.pref.gouv.fr](http://www.oise.pref.gouv.fr)) et sur le site internet de la DREAI Picardie ([www.picardie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.picardie.developpement-durable.gouv.fr)).  
Le public peut formuler ses observations ou les transmettre sur le registre ouvert à cet effet  
en mairies d'ATTICHY, BERNEUIL SUR AISNE, COULLOY CUISE LA MOTTE, RETHONDES,  
SAINT-CRÉPIN-AUX-BOIS et TROSY-BREUIL ou en les imprimant par courrier électronique à  
l'adresse suivante : [trosy@ccp.dreai-picardie.developpement-durable.gouv.fr](mailto:trosy@ccp.dreai-picardie.developpement-durable.gouv.fr)

**AVIS AU PUBLIC**

**COMMUNE DE VAVIGNES**  
**ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE MODIFICATION**  
**DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**  
La mairie d'Amigny.  
Par arrêté en date du 9 novembre 2010 a ordonné l'ouverture d'une enquête publique por-  
tant sur le projet de modification n° 3 du plan d'occupation des sols approuvé le 30-05-1994 et  
modifié le 05-09-2002.  
Madame Anne-Marie FARY-AGUE BERA, domiciliée 2, allée de Suffren à Chantilly 60500 a été  
désignée en qualité de commissaire-enquêteur par le président du tribunal administratif.  
L'enquête se déroulera, en mairie, du 11 décembre 2010 au 14 janvier 2011 inclus aux jours et  
heures habituels d'ouverture du secrétariat de mairie.  
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des modifications pro-  
posées et il pourra également consignier ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet  
effet ou les adresser par écrit à Monsieur le Commissaire-Enquêteur.  
Le commissaire-enquêteur recevra, en personne, les observations du public à la mairie les  
11 décembre de 10 h à 12 h et 21 décembre 2010, le 14 janvier 2011 de 18 h à 19 h 30.  
Après clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront  
être consultés en mairie.

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

760992

# SAIRES ET LÉGALES 60

SAMEDI 20 NOVEMBRE 2010

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

## Avis divers

**PRÉFECTURE DE L'OISE**  
**DIRECTION DÉPARTEMENTALE**  
**DES TERRITOIRES**  
**INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**POUR LA PROTECTION**  
**DE L'ENVIRONNEMENT**  
**COMMUNE DE BEAUVAIS**

Par arrêté du 8 novembre 2010, M. Nicolas Desforges, préfet de l'Oise, a autorisé la société

## BIOCODEX

dont le siège social est situé 7 avenue Gallieni 94257 GENTILLY cedex, à exploiter un entrepôt de stockage et des installations de compression frigorifiques dans son établissement situé sur le territoire communal de Beauvais.

L'arrêté préfectoral définit les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation est susceptible d'entraîner. Il est rappelé que l'enquête publique préalable à la délivrance de cet arrêté s'est déroulée du 22 avril 2010 au 22 mai 2010 inclus dans les communes de ALLONNE, THERDONNE.

Cet acte administratif peut être consulté à la mairie de Beauvais ou à la Direction départementale des Territoires Service de l'eau, de l'environnement et de la forêt-bureau de l'environnement.

La souplesse d'un

quotidien leader

en Ile-de-France et Oise

## Enquête publique

## COMMUNE DE BOULLARE

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE  
SUR LE PROJET DE PLAN  
LOCAL D'URBANISME

Le Maire de BOULLARE

Par arrêté en date du 18 novembre 2010, a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan local d'urbanisme

Monsieur MIQUEU, a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Tribunal Administratif

L'enquête se déroulera en mairie pour une durée de trente jours consécutifs, du 7 décembre 2010 au 6 janvier 2011.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des dispositions du projet de plan local d'urbanisme (PLU) arrêté, des avis des personnes publiques consultées, de porter à connaissance du préfet, il pourra également consigner ses observations sur le registre d'enquête déposé en Mairie ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur.

Le Commissaire-Enquêteur recevra les observations du public à la mairie les

- mardi 7 décembre 2010 de 09 h 00 à 11 h 00,

- samedi 18 décembre 2010 de 09 h 00 à 11 h 00,

- jeudi 6 janvier 2011 de 17 h 00 à 19h00.

Après clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés en mairie.

Le Maire  
Philippe LECOT

AVIS AU PUBLIC

## COMMUNE DE AVRIGNY

ENQUÊTE PUBLIQUE  
SUR LE PROJET DE MODIFICATION  
DU PLAN D'OCCUPATION  
DES SOLS

Le Maire de AVRIGNY

Par arrêté en date du 09 novembre 2010 a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le Projet de Modification N° 3du Plan D'occupation des Sols approuvé le 30 mai 1994 et modifié le 06 septembre 2002

Mme Anne-Marie FARVAQUE-BERA, domiciliée 2 allée de Suffren à CHANTILLY (60500) a été désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Président du Tribunal Administratif.

L'enquête se déroulera, en Mairie du 11 décembre 2010 au 14 janvier 2011 inclus aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat de mairie.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des modifications proposées et, il pourra également consigner ses observations sur le registre d'enquête déposé en Mairie ou les adresser par écrit à M. le Commissaire-Enquêteur.

Le Commissaire-Enquêteur recevra en personne, les observations du public à la mairie les

11 décembre 2010 de 10h00 à 12h00

21 décembre 2010 et 14 janvier 2011 de 18h00 à 19h30

Après clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur pourront être consultés en Mairie.

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	15	8	7	0	1		
2 Arras	15	7	0	1			
3 Valenciennes	14	8	0	0	2		
4 Cambrai	13	8	0	0	2		
5 Reims	13	5	0	1	4		
6 Valenciennes	11	8	0	0	2		
7 Arras	11	8	0	0	2		
8 Valenciennes	10	8	0	0	2		
9 Valenciennes	10	8	0	0	2		
10 Valenciennes	9	8	0	0	2		

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	80-52						
2 Arras	69-67						
3 Valenciennes	75-73						
4 Cambrai	75-73						
5 Reims	75-73						
6 Valenciennes	75-73						
7 Arras	75-73						
8 Valenciennes	75-73						
9 Valenciennes	75-73						
10 Valenciennes	75-73						

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	25	10	0	0	0		
2 Arras	18	10	0	0	0		
3 Valenciennes	17	10	0	0	0		
4 Cambrai	16	10	0	0	0		
5 Reims	15	10	0	0	0		
6 Valenciennes	15	10	0	0	0		
7 Arras	15	10	0	0	0		
8 Valenciennes	15	10	0	0	0		
9 Valenciennes	15	10	0	0	0		
10 Valenciennes	15	10	0	0	0		

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	62-52						
2 Arras	59-52						
3 Valenciennes	45-44						
4 Cambrai	76-45						
5 Reims	65-43						
6 Valenciennes	44-59						

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	20	10	0	0	0		
2 Arras	20	10	0	0	0		
3 Valenciennes	20	10	0	0	0		
4 Cambrai	20	10	0	0	0		
5 Reims	20	10	0	0	0		
6 Valenciennes	20	10	0	0	0		
7 Arras	20	10	0	0	0		
8 Valenciennes	20	10	0	0	0		
9 Valenciennes	20	10	0	0	0		
10 Valenciennes	20	10	0	0	0		

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	34-25						
2 Arras	33-26						
3 Valenciennes	33-26						
4 Cambrai	33-26						
5 Reims	33-26						
6 Valenciennes	33-26						
7 Arras	33-26						
8 Valenciennes	33-26						
9 Valenciennes	33-26						
10 Valenciennes	33-26						

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	20	10	0	0	0		
2 Arras	20	10	0	0	0		
3 Valenciennes	20	10	0	0	0		
4 Cambrai	20	10	0	0	0		
5 Reims	20	10	0	0	0		
6 Valenciennes	20	10	0	0	0		
7 Arras	20	10	0	0	0		
8 Valenciennes	20	10	0	0	0		
9 Valenciennes	20	10	0	0	0		
10 Valenciennes	20	10	0	0	0		

# SAIRES ET LÉGALES 60

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

SAIRES ET LÉGALES dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

	P	L	I	C	I	T	E
1 St-Quentin	25	10	0	0	0		
2 Arras	18	10	0	0	0		
3 Valenciennes	17	10	0	0	0		
4 Cambrai	16	10	0	0	0		
5 Reims	15	10	0	0	0		
6 Valenciennes	15	10	0	0	0		
7 Arras	15	10	0	0	0		
8 Valenciennes	15	10	0	0	0		
9 Valenciennes	15	10	0	0	0		
10 Valenciennes	15	10	0	0	0		

	Nantes - Reze - Polliers			
	Remes - St-Quentin			
	Sile - Beauvais			
25-27				
26-22				
31-21				
32-24				
35-27				
	1 Taux	23	9	8
	2 Moolbelle	18	0	7
	3 Sile	17	0	5
	4 Polliers	17	9	5
	5 Remes	16	0	5

**ENQUETE PUBLIQUE**  
sur la **MODIFICATION** du  
**PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**  
**SOU MIS AU REGIME JURIDIQUE**  
**DES PLANS LOCAUX D'URBANISME**

du 11 décembre 2010 au 14 janvier 2011

**A. Rapport du Commissaire-Enquêteur**

- A. Rapport de 5 pages.
- B. Conclusions de 2 pages.
- C. Annexes de 10 pages

**A.M FARVAQUE-BERA**

commissaire-enquêteur

Rapport remis à Mr le Maire le 22 janvier 2011

**SOMMAIRE**

- 1 Généralités
  - 1a Objet de l'enquête
  - 1b Cadre juridique
  - 1c Composition du dossier
- 2 Organisation et déroulement de l'enquête
  - 2a Désignation du commissaire-enquêteur
  - 2b Modalités de l'enquête
  - 2c Démarches préalables
  - 2d Information du public
  - 2e Climat de l'enquête
  - 2f Clôture de l'enquête
- 3 Analyse des Observations
  - 3a Observations orales
  - 3b Observations consignées au registre d'enquête

**1 GENERALITES**

**1a Objet de l'enquête :**

Avrigny est un village de 320 habitants environ, situé entre Clermont de l'Oise et Compiègne. Le territoire communal est traversé au nord du bourg par la RN31 (axe Reims/Rouen) qui permet de rejoindre rapidement l'autoroute A1 à Arsy à une dizaine de kilomètres à l'est. La superficie du territoire communal est de 601 ha dont 24% ont été réservés, de part la position géographique d'Avrigny, à l'implantation de zones d'activités (secteurs NAUIa, NAUIb et NAUIc). Les sociétés Téthys (logistique automobile) et STAD (Société Tubes Aciers et Dérivés) et une coopérative agricole sont implantés sur ces zones d'activités au nord du territoire communal et de la RN31.

La commune est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) qui a été adopté en 1983, révisé en 1994 puis modifié en septembre 2002 et en mars 2009. Le présent projet de modification du POS (n°3) a pour but d'actualiser les dispositions réglementaires concernant la zone NAUIb pour y permettre l'implantation d'une plateforme logistique suite à la demande de la société Avripark. La zone NAUIb couvre d'une part à l'est, le site de stockage de véhicules de la société Téthys sur 27 ha et d'autre part à l'ouest, un terrain libre de construction, d'une superficie de 25 ha que la Société Avripark souhaite acquérir. Un plan est joint en annexe. Il montre que ce terrain d'une largeur d'environ 200 m est délimité d'un côté par la RN31 et de l'autre par la voie ferrée. Une demande de permis de construire est actuellement à l'étude.

Lors de la dernière modification du POS en 2009, le terrain a été libéré des emprises réservées à la réalisation de la déviation de la RN31. En effet, La Direction Générale des Routes avait fait savoir en juillet 2008, à Mr le Préfet, que le projet de déviation de la RN31 passerait au nord de la voie ferrée et n'impacterait pas les parcelles concernées par la possible implantation d'une plate-forme logistique dans la zone NAUIb.

- Le projet de plateforme logistique prévoit notamment :
- la réalisation de trois bâtiments de logistique d'une superficie totale de 102 000 m<sup>2</sup>,
  - un accès unique depuis la RN31 (sauf accès pompiers)
  - une sortie unique sur la RD75.

Ainsi, les dispositions modifiées dans le présent projet portent sur :

- articles 1 et 2: les fonctions autorisées, les dispositions encadrant la réalisation des logements de fonction,
- article 3: les dispositions d'accès au site,
- article 4: les dispositions pour la réalisation de bâtiments dans un secteur d'assainissement individuel,
- article 6: le retrait par rapport à l'emprise RFF
- article 7: l'implantation par rapport aux limites séparatives
- article 8: la distance minimale entre 2 constructions
- article 10: la hauteur des bâtiments et la sur hauteur autorisée,
- article 11: l'aspect extérieur, les toitures et les clôtures
- article 12: le stationnement des véhicules
- article 13: les traitements paysagers.

Le conseil municipal a délibéré lors de sa réunion du 16 novembre 2010 sur le présent projet de modification du POS et a autorisé la mise à enquête publique.

#### 1.b Cadre juridique de l'enquête :

Par son arrêté municipal du 09 novembre 2010, Monsieur le Maire d'Avrigny a autorisé l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du POS en conformité avec la législation en vigueur.

La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 a remplacé les Plans d'Occupation des Sols par des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et a organisé un régime transitoire pour les POS approuvés. Ceux-ci et en particulier le POS d'Avrigny sont depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001 soumis au régime juridique des PLU. L'article L123-19 du Code de l'Urbanisme modifié par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 précise que la procédure de modification du POS d'Avrigny doit être faite conformément à l'article L123-13 du Code de l'Urbanisme.

#### 1.c Composition du dossier

Le dossier se décompose de la façon suivante :

1. Pièces administratives (arrêté)
2. Rapport de présentation
3. Règlement de la zone NAU1b
4. Annexe: Comparaison des dispositions approuvées et des dispositions modifiées.
5. Annexe: Publicité de l'enquête publique (Journaux)

Le projet a été notifié aux Services de l'Etat et aux Personnes Publiques conformément à l'article L123-13 avant l'ouverture de l'enquête publique. Aucune observation de ces personnes associées n'est parvenue en mairie pour être annexée au dossier pendant l'enquête.

## 2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

### 2a Désignation du commissaire-enquêteur

Par ordonnance en date du 13 septembre 2010, Mr. le président du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désignée en qualité de commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique sur le projet de modification du POS d'Avrigny.

### 2b Modalités de l'enquête

L'enquête s'est déroulée pendant une durée de trente-cinq jours consécutifs, du samedi 11 décembre 2010 au vendredi 14 janvier 2011 inclus, période durant laquelle les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête de seize feuillets non mobiles, cotés et paraphés par moi-même, sont restés déposés à la mairie d'Avrigny, où les personnes intéressées ont pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat et consigner librement leurs observations éventuelles sur le registre ouvert à cet effet, ou me les adresser par écrit pour être annexées audit registre.

Je me suis tenue à la disposition du public à la mairie d'Avrigny les :

- samedi 11 décembre 2010 de 10h00 à 12h00
- mardi 21 décembre 2010 de 18h00 à 19h30
- vendredi 14 janvier 2011 de 18h00 à 19h30.

J'étais présente à l'ouverture et à la clôture de l'enquête.

### 2c Démarches préalables

Avant le début de l'enquête, le mardi 09 novembre 2010, je me suis entretenue avec Mr le Maire du projet et j'ai effectué une reconnaissance sur le terrain. J'ai par ailleurs demandé si des mesures supplémentaires à la publicité légale comme la distribution d'un avis dans les boîtes aux lettres étaient possibles. Des corrections ayant été apportées au dossier, je rencontrais de nouveau Mr le Maire le vendredi 03 décembre 2010.

### 2d Information effective du public

Un avis au public d'ouverture d'enquête et de ses modalités a été publié dans les annonces légales de deux journaux du département :

- Le Parisien dans ses éditions du samedi 20 novembre 2010 et du lundi 13 décembre 2010
- Le Courrier Picard dans ses éditions du jeudi 18 novembre 2010 et du mercredi 15 décembre 2010.

Dès le 09 novembre 2010 et pendant toute la durée de l'enquête, les informations relatives à celle-ci sont restées affichées sur le panneau municipal et à la porte d'entrée de la mairie. J'ai moi-même vérifié la présence de cet affichage (arrêté) lors de mes visites du 09 novembre et du 03 décembre 2010 et lors de mes trois permanences. Les formalités susvisées sont respectivement justifiées par un certificat d'affichage et un exemplaire des journaux.

Cet affichage a été complété par un avis distribué le 7 ou 8 décembre 2010, dans les boîtes aux lettres des habitants de la commune. Un exemplaire de cet avis est joint en annexe de ce rapport. D'autre part, un courrier a été envoyé par Mr le Maire avant le début de l'enquête aux trois entreprises voisines ou situées dans la zone NAU1b, à savoir l'ethys (groupe STVA), STAD et la coopérative agricole.

**2e Climat de l'enquête**

Au cours de mes permanences, j'ai reçu la visite d'une seule personne. Aucune observation écrite n'a été consignée sur le registre et aucun courrier ne sont parvenus en mairie à mon attention.

**2f Clôture de l'enquête**

A l'issue de l'enquête, le registre a été clos et signé par moi-même, conformément à l'arrêté de Mr le Maire. J'ai effectué une nouvelle visite sur le terrain des zones concernées avant d'établir mon rapport et d'y adjoindre mes conclusions motivées.

**3. ANALYSE DES OBSERVATIONS**

**3a Observations orales recueillies lors des permanences**

1) Un monsieur est venu s'informer du projet lors de la première permanence. Il s'est ensuite présenté comme aménageur-lotisseur du groupe Flint immobilier implanté à Chaumontel. Il n'a pas souhaité faire d'observations sur le projet.

**3b Observations consignées sur le registre**

Il n'y en a eu aucune.

Fait à Chantilly, le 20 janvier 2011



Le Commissaire-Enquêteur  
Anne-Marie Farvaque-Béra

## B. Conclusions du Commissaire-Enquêteur

### 1 LE PROJET DE MODIFICATION

Cette modification s'inscrit dans le sens de l'intérêt général car elle vise à permettre le développement économique d'Avrigny tant au niveau des emplois et des structures (aménagement de la voie ferrée, canalisation de gaz prévue). La commune souhaite développer l'activité logistique déjà présente sur son territoire. La modification porte sur des ajustements des dispositions réglementaires de la zone NAUIb de son Plan d'Occupation des Sols afin de permettre la réalisation d'une plateforme logistique suite à la demande de la Société Avripark. Ainsi, les fonctions autorisées sont généralisées aux activités économiques de toute nature, les dispositions concernant la réalisation des logements de fonction sont renforcées et les règles concernant l'assainissement sont précisées. De plus, la distance pour l'implantation par rapport aux limites séparatives est relevée de 6 à 10 m tandis que la distance entre deux constructions sur une même propriété est abaissée de 7 à 6 m.

D'autre part, le projet de modification prévoit le relèvement de la hauteur maximale des bâtiments de 14 à 16 mètres. Ce relèvement aura un impact non négligeable sur le paysage. Le site, en léger surplomb, est très visible depuis la RN31 et depuis les habitations du nord du village. Toutefois, les dispositions des articles 11 et 13, concernant l'aspect extérieur des bâtiments et les espaces libres et plantations, constituent des garanties quant à l'impact des bâtiments sur le paysage. Le projet prévoit notamment que 15% de la surface de la propriété feront l'objet d'un traitement paysager et que ces espaces comporteront au moins 2 arbres de haute tige pour 1000 m<sup>2</sup> de surface totale. Je pense également que l'impact paysager depuis la RN 31 pourrait être minimisé par la plantation d'arbustes ou d'arbres à feuillage persistant.

Le présent dossier est conforme aux dispositions d'accès établies en coordination avec les services, à savoir qu'il prévoit un accès unique depuis la RN31 (sauf accès pompiers) et une sortie unique par la RD75. Mr le Maire m'a fait part de l'avis favorable rendu par la Direction Générale des Routes sur ces accès. Afin de favoriser la fluidité du trafic sur la RN 31, l'accès des camions à la plateforme sera géré par instructions GPS sur la base de créneaux horaires strictement définis.

La zone NAUIb est bordée au nord par une voie de chemin de fer, ce qui constitue un point positif pour le développement économique de ce site puisque cette voie pourrait à l'avenir être utilisée pour le transport des marchandises.

La procédure de modification d'un PLU est plus simple et plus rapide que celle de la révision mais son champ d'application est limité. Elle permet de réaliser des ajustements du zonage et du règlement pour adapter le PLU à l'évolution d'un projet présentant un caractère d'intérêt général.

En vertu de l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme, la modification ne doit pas :

- 1) Porter atteinte à l'économie générale du POS ou du projet d'aménagement et de développement du PLU. La modification d'articles du règlement ne doit pas entraîner de transformation radicale du type de forme urbaine.

- 2) Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

- 3) Comporter de graves risques de nuisance.

Le projet de modification respecte ces trois alinéas.

### 2. L'ENQUETE PUBLIQUE

La publicité a été faite régulièrement (journaux, affichage en mairie). Un avis a de plus été distribué aux habitants d'Avrigny avant le début de l'enquête. Le public a eu libre accès au dossier pendant trente-cinq jours, a pu recevoir toutes informations pendant les permanences, exprimer toutes observations sur le registre d'enquête ou par lettre.

Au cours des trois permanences en mairie, une personne s'est présentée en mairie.

### 3. CONCLUSIONS

Compte tenu de l'étude du dossier, de la visite de la commune, considérant ce qui précède, compte-tenu du climat de l'enquête publique, je formule les conclusions suivantes :

#### CONSIDERANT :

- Que les objectifs du projet de modification du P.O.S. me paraissent justifiés et reçoivent mon agrément ;
- Que l'enquête publique s'est déroulée conformément à la législation en vigueur. De plus, elle n'a fait apparaître aucune opposition quant au projet ;

#### EN RECOMMANDANT :

- Que des dispositions soient prises au niveau de la demande d'autorisation de construire afin d'adoucir l'impact visuel des constructions depuis la RN31 tant au niveau des couleurs des constructions que du traitement paysager.

**J'EMETS UN AVIS FAVORABLE** sans réserve sur le projet de modification du POS d'Avrigny soumis au régime juridique des PLU.

Fait à Chantilly, le 20 janvier 2011

*Autryque*

Le commissaire-enquêteur  
Anne-Marie FARVAQUE-BERA

2011/07

**MAIRIE D'AVRIGNY**  
**Département de l'Oise**  
**Arrondissement de Clermont**  
**Canton de Clermont**

**Extrait du registre des délibérations  
du Conseil Municipal**

L'an deux mil onze le vingt deux février à 20 heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni dans le lieu habituel sous la présidence de M. Georges FIEVEZ, Maire.

Nombre de Conseillers 11

En exercice 11

Présents 10

Votants 11

Date de convocation : 12 janvier 2011

Présents : MM G. Fiévez ; G. Versluys ; Trehorel, L. Mats, J. Malrain  
H. Dubois G. Chambaud R. Bellettre  
Mmes Bidron, G. Ponchon

Absents excusés : M. Sénant procuration à M. Fiévez

Secrétaire de séance : M. Gérard Chambaud

Objet : Modification n°3 du POS Approbation

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la réalisation d'une plateforme logistique dans la zone NAUIb inscrite au POS nécessitait des ajustements réglementaires portant sur l'ensemble des articles du règlement de cette zone, à l'exception des articles 2, 5 et 14. Il rappelle que l'étude des dispositions modifiées a été conduite en association avec les services de l'Etat et des personnes publiques associées.

Ceci exposé :

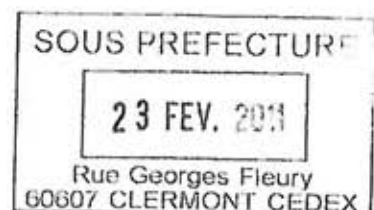
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L123-1 et suivants, R123-1 et suivants et L123-19

Vu l'arrêté du Maire du 9 novembre 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique qui s'est déroulée du 11 décembre 2010 au 14 janvier 2011

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 20 janvier 2011 et ses conclusions émettant un avis favorable au projet

Considérant que le projet de modification n°3 du POS d'Avrigny tel qu'il est présenté au conseil est prêt à être approuvé.

Conformément à l'article L123-13 du code de l'urbanisme



Après en avoir délibéré

Le Conseil municipal décide ....

- La modification n°3 du POS D'AVRIGNY EST APPROUVEE
- La présente délibération fera objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département de l'Oise :
- La modification n°3 du POS est tenue à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture de l'Oise.

La présente délibération du conseil municipal deviendra exécutoire :

- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification a apporté au contenu de la modification, ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications.
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits  
Pour copie conforme

Le Maire  
Georges FLEURY



SOUS PREFECTURE  
23 FEV. 2011  
Rue Georges Fleury  
60607 CLERMONT CEDEX